

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

31 MARS 2006

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord entre l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise, d'une part,
et le Gouvernement de
la République populaire de Chine,
d'autre part, concernant l'encouragement et
la protection réciproques des investissements,
fait à Beijing le 6 juin 2005**

Exposé des motifs

Introduction

Un accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements a été signé entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le gouvernement de la République populaire de Chine à Beijing, le 6 juin 2005.

Les négociations relatives au nouvel accord d'investissement ont commencé en 2004. L'objectif était de se baser sur les dispositions de l'ancien accord d'investissement, datant du 4 juin 1984, et de tirer parti de la plus grande ouverture aux investissements étrangers manifestée par la République populaire de Chine depuis son adhésion à l'OMC.

Tout comme c'est le cas dans le contexte des négociations mondiales sur la poursuite de la libéralisation du commerce dans le cadre de l'OMC, l'UEBL a insisté pour que la nécessité du développement durable soit inscrite

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

GEWONE ZITTING 2005-2006

31 MAART 2006

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst tussen
de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,
enerzijds, en de Regering van de
Volksrepubliek China, anderzijds,
inzake de wederzijdse bevordering en
bescherming van investeringen,
ondertekend te Beijing op 6 juni 2005**

Memorie van toelichting

Inleiding

Een overeenkomst inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Volksrepubliek China werd te Beijing ondertekend op 6 juni 2005.

De onderhandelingen over het nieuwe investeringsakkoord werden opgestart in 2004. Het was de bedoeling verder te bouwen op de bepalingen van het oude investeringsakkoord, dat van 4 juni 1984 dateert, en de grotere openheid ten opzichte van buitenlandse investeringen waarvan de Volksrepubliek China, sinds haar toetreden tot de WTO, blijf is gaan geven.

Net als dat het geval is in het kader van de mondiale onderhandelingen over verdere handelsliberalisering in het kader van de WTO, drong de BLEU erop aan dat in het nieuwe akkoord aandacht zou worden besteed aan de nood-

dans le nouvel accord, sous la forme des clauses sociale et environnementale.

Les négociateurs chinois ont rejeté ces clauses : en tant que pays jouant un rôle prépondérant parmi les pays en développement – pays dont la position par rapport à l'introduction de normes sociales et environnementales dans le cadre de la libéralisation du commerce est suffisamment connue – ils ne voulaient pas créer de précédent en la matière. La Chine apparut toutefois disposée à conclure un mémorandum d'accord sur la coopération dans le domaine du travail, de l'emploi et de la concertation sociale.

Par ailleurs, les parties étaient prêtes, via une déclaration commune, à donner une nouvelle impulsion au mémorandum d'accord bilatéral existant en matière de coopération environnementale. Avec l'accord en matière d'investissement, les deux mémorandums d'accord constituent un « triptyque » qui a été signé le 6 juin 2005.

L'objection initiale formulée par la partie chinoise contre la mention des régions belges dans l'accord – en tant que parties concernées – a pu être surmontée en explicitant les dispositions constitutionnelles belges en la matière. Par ailleurs, il a été précisé que le Ministre fédéral des Affaires étrangères serait le seul à signer au nom de l'UEBL.

L'accord a été paraphé le 1^{er} avril 2005 à Beijing. La signature a eu lieu le 6 juin 2005, à Beijing, durant la visite royale en République populaire de Chine, le Ministre De Gucht signant du côté belge et le Vice-Ministre du Commerce, Zhang Zhigang du côté chinois.

Contenu des négociations

Après une première session à Bruxelles (fin janvier 2004), pour déblayer le terrain au niveau des textes, une deuxième session de négociations (Beijing, septembre 2004) a permis de dégager un accord entre les deux délégations sur tous les points liés aux investissements économiques. Le texte est à l'heure actuelle très semblable aux accords que d'autres pays de l'OCDE (Allemagne, Finlande, Pays-Bas) ont réussi à conclure récemment. La version actuelle représente une amélioration considérable par rapport à la version antérieure et bénéficiera dès lors à nos milieux économiques.

A) Comparaison de l'ancien accord et du projet d'accord actuel

De la comparaison entre l'accord UEBL-Chine de 1984 (« Accord de 1984 ») et le texte issu des négociations ayant eu lieu à Beijing du 13 au 16 septembre 2004 (« texte de 2004 »), il ressort que le traitement des investisseurs belgo-luxembourgeois a été amélioré dans les domaines suivants :

zaak van een duurzame ontwikkeling, onder de vorm van een sociale en een leefmilieuclausule.

De Chinese onderhandelaars wezen dit van de hand : zij wilden als land dat een vooraanstaande rol speelt onder de ontwikkelingslanden – waarvan de positie ten opzichte van de introductie van sociale en milieunormen in het kader van de handelsliberalisering voldoende gekend is – terzake geen precedent scheppen. China bleek echter wel bereid een memorandum van overeenstemming over samenwerking op het vlak van arbeid, tewerkstelling en sociaal overleg af te sluiten.

Ook bleek men bereid een nieuwe impuls te geven aan het bestaande bilaterale MOU over samenwerking op het vlak van het leefmilieu onder de vorm van een gemeenschappelijke verklaring. Beide akkoorden maken met het investeringsakkoord deel uit van een « triptiek » die op 6 juni 2005 werd ondertekend.

Het initiële bezwaar van Chinese zijde tegen een vermelding van de Belgische regio's in het akkoord – als betrokken partijen – kon worden overwonnen mits verduidelijkingen van de Belgische grondwettelijke bepalingen ter zake. Ook werd duidelijk gemaakt dat de Federale Minister van Buitenlandse Zaken als enige zou tekenen voor de BLEU.

Het akkoord werd geparafeerd op 1 april 2005 te Beijing. De ondertekening vond plaats op 6 juni 2005 te Beijing tijdens het Koninklijk Bezoek aan de Chinese Volksrepubliek door Minister van Buitenlandse Zaken De Gucht aan Belgische zijde en Vice-Minister van Handel, Zhang Zhigang aan Chinese zijde.

Inhoud van de onderhandelingen

Na een eerste tekstverkennde sessie te Brussel (eind januari 2004) werd in een 2de onderhandelingsronde te Beijing (september 2004) overeenstemming tussen beide delegaties bereikt over alle economische investeringsgebonden punten. De tekst is momenteel zeer vergelijkbaar met de verdragen die andere OESO-landen (Duitsland, Finland, Nederland) onlangs konden bekomen. De huidige versie is een aanzienlijke verbetering ten opzichte van de vorige versie en zal bijgevolg voor ons bedrijfsleven nuttig zijn.

A) Het vorige akkoord vergeleken met het nieuwe ontwerpakkoord

De vergelijking van de overeenkomst BLEU-China van 1984 (« Overeenkomst van 1984 ») en de tekst die de neerslag is van de onderhandelingen die van 13 tot 16 september 2004 in Beijing plaats hadden (« tekst van 2004 »), toont dat de Belgisch-Luxemburgse investeerders een betere behandeling krijgen ter zake van de :

- investissements indirects : alors qu'ils n'étaient abordés que par l'article 3 de l'Accord de 1984 (protection des investissements), les investissements indirects sont évoqués dès l'article 1er du texte de 2004 (définitions, plus protocole). Il en ressort que les investissements indirects sont dorénavant couverts par l'entière des dispositions du texte de 2004;
- traitement national : l'Accord de 1984 n'accordait pas le traitement national aux investisseurs belgo-luxembourgeois, ce que fait le texte de 2004 (article 3, avec la réserve que le protocole prévoit certaines restrictions);
- libre transfert : l'Accord de 1984 limitait le libre transfert en reprenant (protocole) textuellement, et donc en la figeant, la législation chinoise sur le contrôle des changes. Le texte de 2004 (protocole) améliore quelque peu cette situation en ne limitant le libre transfert que par l'accomplissement des formalités prévues par la législation chinoise en matière de contrôle des changes;
- règlement des différends entre un investisseur et une partie contractante : l'Accord de 1984 ne permettait à un investisseur de porter son différend devant un tribunal arbitral international ad hoc que si ce différend portait sur l'indemnité perçue à la suite d'une expropriation (article 10). Le texte de 2004 (article 10, compte tenu des restrictions établies dans le protocole) permet quant à lui à un investisseur de porter son différend devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI, ICSID en anglais) quelle que soit la nature du différend.

Un protocole a été ajouté, qui règle certains points litigieux. L'ajout à l'article 1 élargit la définition d'investissement aux investissements indirects, ce qui est absolument indispensable pour l'UEBL. L'ajout à l'article 3 était motivé par les négociateurs chinois sur la base de situations existantes dans le secteur des services qui pourraient être entérinées après leur adhésion à l'OMC. L'ajout à l'article 5 était incontournable; une clause de la nation la plus favorisée garantit que les investisseurs de l'UEBL ne feront pas l'objet d'une discrimination au cas où des dispositions plus avantageuses figureraient dans des accords ultérieurs. Les pays en développement sont de plus en plus nombreux à demander l'épuisement des voies de recours internes avant qu'un différend puisse être porté devant un organe international d'arbitrage. Toutefois le délai pour la procédure nationale a été fortement limité.

B) Points restés ouverts

Après la deuxième session de négociations le 15 septembre 2004, deux problèmes importants sont restés en suspens :

- indirecte investeringen : in de Overeenkomst van 1984 kwamen deze maar aan bod in artikel 3 (bescherming van investeringen), terwijl ze in de tekst van 2004 al in artikel 1 worden ter sprake gebracht (omschrijvingen, tezamen met het protocol). Hieruit moge blijken dat alle bepalingen van de tekst van 2004 voortaan van toepassing zijn op de indirecte investeringen;
- nationale behandeling : op grond van de Overeenkomst van 1984 konden de Belgisch-Luxemburgse investeerders geen aanspraak maken op de nationale behandeling, wat volgens de tekst van 2004 nu wel het geval is (artikel 3, met dien verstande dat het protocol in een aantal beperkingen voorziet);
- vrije overmaking : in de Overeenkomst van 1984 werd de mogelijkheid tot vrije overmaking beperkt doordat de Chinese wetgeving inzake de deviezencontrole tekstueel werd overgenomen (protocol) en zodoende werd vastgelegd. De tekst van 2004 (protocol) ter zake werd her en der bijgestuurd en de mogelijkheid tot vrije overmaking is alleen nog onderworpen aan de voorwaarde inzake het vervullen van de formaliteiten waarin de Chinese wetgeving inzake de deviezencontrole voorziet;
- regeling van geschillen tussen een investeerder en een Overeenkomstsluitende Partij : op grond van de Overeenkomst van 1984 kon een investeerder een geschil alleen aan een ad hoc internationaal scheidsgerecht voorleggen wanneer dat geschil verband hield met de naar aanleiding van een onteigening geïnde schadeloosstelling (artikel 10). De tekst van 2004 (artikel 10, met de in het protocol vastgelegde beperkingen) biedt een investeerder de mogelijkheid het geschil voor te leggen aan een Internationaal Centrum voor Beslechting van Investeringsgeschillen (ICSID in het Engels), ongeacht de aard van het geschil.

Een protocol werd toegevoegd waarin enkele litigieuze punten werden geregeld. Het addendum aan artikel 1 breidt de definitie van « investering » uit tot de indirecte investeringen wat voor de BLEU absoluut noodzakelijk is. Het addendum voor artikel 3 wordt door de Chinese onderhandelaars gemotiveerd door bestaande situaties in de dienstensector die na hun WTO-toetreding konden bestendig worden. Aan het addendum bij art. 5 kon niet ontkomen worden en een MFN-clausule zorgt ervoor dat de BLEU-investeerders niet gediscrimineerd zullen worden mochten er meer voordelige regelingen staan in latere akkoorden. Het uitputten van de interne rechtsorde bij geschillen alvorens naar een internationale arbitrage te kunnen overstappen wordt meer en meer gevraagd door ontwikkelingslanden. De termijn van de nationale procedure werd evenwel sterk ingeperkt.

B) Open gebleven punten

Na de 2de onderhandelingsronde op 15 september 2004 bleven 2 belangrijke problemen bestaan :

- La partie chinoise ne pouvait accepter aucune référence à quelque clause sociale ou environnementale que ce soit et a demandé à l'UEBL de supprimer ces clauses.
- La partie belge a demandé à la partie chinoise d'accepter la mention des Régions dans le préambule et dans la signature, celle-ci étant indispensable pour des raisons d'ordre juridique interne.

Ces points ont pu être résolus, après des mois de travail diplomatique, au cours de la troisième session qui a eu lieu à Beijing le 1er avril 2005.

(a) Clauses sociales et environnementales

Les négociateurs chinois rejetaient toute référence dans le texte aux thèmes sociaux ou environnementaux. Ils n'étaient prêts à le faire que si un consensus intervenait sur ces sujets au niveau multilatéral (entendez à l'OMC). Leurs objections étaient les suivantes :

- C'est nouveau, la Chine n'a jamais encore accepté de telles dispositions dans un accord bilatéral de protection des investissements.
- La Chine craint un effet sur les discussions au sein de l'OMC.
- Pour eux, il s'agit d'une problématique Nord-Sud typique. La Chine est un pays en développement. Chaque pays a, en matière d'environnement, des niveaux et des besoins différents. Les normes environnementales et sociales sont importantes, mais si la Chine devait mettre trop fort l'accent sur celles-ci, cela pourrait constituer un obstacle aux investissements dont elle a tant besoin, et avoir une influence négative sur la croissance économique.
- Les pays membres de l'Union européenne ont des normes sévères et se mettent à les utiliser pour contre-carrer les exportations des pays en développement.

C'est pourquoi la Chine ne peut pas encore, sur ces nouveaux sujets, négocier des accords avec nous sur un pied d'égalité.

La délégation belge a remis ces sujets plusieurs fois sur le tapis, a expliqué les dispositions proposées, a proposé des modifications et a insisté sur l'importance au niveau politique que revêt, pour les parlements concernés, le fait d'inclure des dispositions relatives aux questions sociales et environnementales dans le domaine des investissements.

Finalement, la délégation chinoise a mis fin à la discussion en déclarant qu'il n'était pas question de discuter pour l'instant de ces matières dans le cadre d'un accord bilatéral d'investissement. Une étude plus poussée de la question était nécessaire afin de déterminer s'il est utile et avanta-

- De Chinese zijde kon geen enkele verwijzing naar enige sociale en milieuclausule aanvaarden en vroeg de BLEU deze clausules te schrappen.
- De Belgische zijde vroeg de Chinese zijde de vermeldingen van de Gewesten in de preambule en ondertekening van de Gewesten, noodzakelijk omwille van intern juridische redenen, te aanvaarden.

Deze punten werden, na maanden diplomatiek werk, gelicht in de derde ronde die plaats vond te Beijing op 1 april 2005.

(a) Sociale en milieuclausules

De Chines onderhandelaars wezen elke verwijzing in de tekst naar sociale of milieu-onderwerpen af. Ze wensden dit enkel te doen op het ogenblik dat er op multilateraal niveau (lees de WTO) een consensus is gevonden over deze onderwerpen. Hun opwerpingen waren de volgende :

- Dit is nieuw, China aanvaardde nog nooit dergelijke bepalingen in een bilateraal investeringsbeschermings-overeenkomst.
- China vreest een effect op de discussies binnen de WTO.
- Het is voor hen een typische Noord-Zuid problematiek. China is een ontwikkelingsland. Elk land heeft andere niveau's en noodwendigheden op milieuvlak. Milieu en sociale normen zijn belangrijk. Als China dat evenwel te sterk zou benadrukken, zou dit een hinder kunnen vormen voor de broodnodige investeringen en een negatieve invloed hebben op de economische groei.
- De lidstaten van de Europese Unie hebben hoge standaarden en beginnen die aan te wenden als hinderpalen voor export van ontwikkelingslanden.

China kan dus nog niet op gelijke basis over deze nieuwe onderwerpen met ons verdragen onderhandelen.

De Belgische delegatie herbegon meerdere malen over deze onderwerpen, legde de voorgestelde bepalingen uit, stelde wijzigingen voor en wees op het politiek belang dat de betrokken parlementen hechten aan de opneming van bepalingen betreffende de milieu- en sociale problematiek op het vlak van investeringen.

Uiteindelijk sloot de Chinese delegatie de discussie af door te stellen dat momenteel geen sprake is van besprekingen in het kader van een bilateraal investeringsakkoord over deze onderwerpen. Verdere studie is nodig om uit te maken of het nuttig en voordelig is voor China over deze

geux pour la Chine de souscrire des engagements sur ces sujets précis dans le présent cadre. Nos interlocuteurs ont fait très finement remarquer qu'ils négocient un accord bilatéral d'investissement avec les Etats-Unis depuis 1982.

Au sein du cabinet restreint du gouvernement fédéral et en concertation avec les autorités régionales, la décision a alors été prise de laisser tomber les clauses sociale et environnementale à condition qu'un accord de coopération distinct soit conclu avec la Chine sur chacun de ces thèmes. Un accord de ce type avait déjà été conclu le 26 mars 2002 concernant la coopération en matière environnementale. Un texte similaire relatif à la coopération dans le domaine de la politique sociale et de la sécurité sociale a été proposé au Ministère chinois compétent.

Au cours des négociations du 1^{er} avril 2005, il a été convenu avec M. Jiang Mohui (Deputy Director General, Department of International Cooperation, Ministry of Labour and Social Security) qu'un accord de coopération serait signé au niveau ministériel, en tout cas avant la signature de l'Accord de protection des investissements, et ce par voie d'échange de lettres entre les Ministères des Affaires sociales des deux pays. Le projet de texte belge a été repris, en gros, intégralement par la partie chinoise.

(b) Préambule & signatures

La partie chinoise faisait état de graves problèmes concernant la mention des régions au rang des parties contractantes, ainsi que le fait qu'elles co-signeraient éventuellement l'accord. La partie belge a expliqué à plusieurs reprises la spécificité et les répercussions juridiques de la réforme de l'Etat belge à cet égard. Elle n'a cessé de souligner qu'il s'agissait ici de l'ordre juridique interne belge, et que la partie chinoise devait s'y plier.

La Chine s'est référée explicitement au cas du Canada, où les provinces ont également certaines compétences, ce qui a obligé le gouvernement canadien à demander d'abord l'accord des provinces avant de pouvoir signer. La Belgique n'avait qu'à faire la même chose. Pour les Chinois, nos Régions n'ont pas la personnalité juridique internationale. Si la responsabilité en cas de non-respect repose sur l'Etat belge, pourquoi les Régions doivent-elles encore contresigner ?

Après des mois de pression diplomatique du côté belge, les négociateurs chinois, au cours de la 3^e session de négociations, se sont déclarés rassurés par les éclaircissements juridiques que la partie belge leur avait fournis à propos de la structure de l'Etat belge, des répercussions juridiques internationales et plus spécialement le régime de responsabilité en cas de différends et de condamnation (article 169 de la Constitution et article 16 de la LSRI). Toutefois, eu égard à certaines considérations politiques, la

onderwerpen in dit kader engagementen aan te gaan. Ze wezen er fijntjes op dat ze al sinds 1982 met de Verenigde Staten onderhandelen over een bilateraal investeringsakkoord.

Binnen het kernkabinet van de federale regering en in overleg met de gewestelijke overheden werd daarop overeengekomen de sociale en milieuclausules te laten vallen mits voor beide thema's een bijzonder samenwerkingsakkoord met China af te sluiten. Een dergelijk akkoord werd reeds ondertekend op 26 maart 2002 voor de samenwerking op milieuaangelegenheden. Een vergelijkbare tekst over samenwerking op het vlak van het sociale beleid en de sociale zekerheid werd aan het bevoegde Chinese ministerie voorgelegd.

Op de besprekingen van 1 april 2005 werd met dhr. Jiang Mohui, Deputy Director General op het « Department of International Cooperation van het Ministry of Labour and Social security » afgesproken dat op ministerieel niveau, en in elk geval voor de ondertekening van het investeringsbeschermingsverdrag, een samenwerkingsovereenkomst zal ondertekend worden via een uitwisseling van brieven tussen de Ministeries van Sociale zaken van beide landen. De Belgische ontwerp tekst werd door de Chinese zijde daarbij grosso modo volledig overgenomen.

(b) Preambule & ondertekeningsectie

De Chinese zijde signaleerde ernstige problemen met betrekking tot de vermelding van de gewesten bij de verdsluitende partijen en hun eventuele medeondertekening. De Belgische zijde legde meermaals de specificiteit en de juridische gevolgen uit van de Belgische staatshervorming op dat vlak. Meermaals werd benadrukt dat het hier de interne rechtsorde van België betrof waar de Chinese partij zich had bij neer te leggen.

China verwees uitdrukkelijk naar Canada waar ook de provincies soms bevoegd zijn en wat de Canadese regering ertoe verplichtte eerst het akkoord van de provincies te vragen vooraleer het kon tekenen. België had dat ook maar te doen. Onze Gewesten zijn voor de Chinezen geen internationale rechtspersonen. Als de verantwoordelijkheid bij niet-respectering bij de Belgische overheid berust, waarom moeten dan de Gewesten nog tegentekenen ?

Na maanden diplomatieke druk van Belgische zijde verklaarden de Chinese onderhandelaars op de 3^e onderhandelingsronde gerust gesteld te zijn door de juridische uitleg die de Belgische zijde haar verschaftte over de Belgische staatsstructuur, de internationaal rechtelijke gevolgen en meer in het bijzonder de aansprakelijkheidsregeling bij geschillen en veroordeling (artikel 169 GW en artikel 16 BWHI). Omwille van politieke overwegingen stelt zij de BLEU-delegatie evenwel als voorwaarde dat er

partie chinoise a posé comme condition à la délégation de l'UEBL, qu'une seule signature serait apposée au nom de toutes les composantes. La délégation de l'UEBL a pu acquiescer à cette requête.

Le climat des investissements en République Populaire de Chine

Alors qu'au début, la plupart des investisseurs étrangers considéraient le pays comme un marché illimité, beaucoup d'entre eux se sont finalement mis à utiliser la Chine comme base de production pour le reste de la Région et pour le monde.

La Chine est ainsi devenue le quatrième producteur industriel au monde, après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Plus de 50 % de la production mondiale d'appareils photo, 30 % de tous les climatiseurs et téléviseurs, 25 % de toutes les machines à laver et près de 20 % de tous les réfrigérateurs sont produits en Chine. Une cause importante de la réussite chinoise réside dans les prix bas qu'elle pratique. A mesure que la Chine se met à assurer une partie toujours plus importante de la production mondiale, les prix mondiaux des produits manufacturés sont poussés à la baisse. Par ailleurs, la Chine élargit son emprise sur des produits sophistiqués tels que les DVD et les organisateurs.

Et suite à l'important chômage caché qui existe dans les campagnes, le pays dispose d'une réserve de main d'œuvre quasiment illimitée. L'adhésion à l'OMC, avec la transposition des règles y relatives, offre aux investisseurs potentiels une plus grande sécurité juridique, des conditions prévisibles et le traitement de la nation la plus favorisée. Les points négatifs sont sa dépendance vis-à-vis de l'énergie et des prix des matières premières (ciment, acier etc.) qui commencent à éroder l'avantage salarial. D'importantes réserves de pétrole ont été découvertes tout récemment dans le golfe de Bohai (bassin de la Chine du Nord) et le Tarim (Région autonome du Xinjiang). La China Ocean Shipping Company a notamment commencé à agrandir la flotte de pétroliers chinois de 38 %.

Les investissements

En 2004, les flux entrants d'IDE (Investissements Directs Etrangers) s'élevaient à 60,3 milliards de USD, soit une hausse de 13 % par rapport à 2003, avec 208.056 entreprises à capital étranger.

La Chine orientale et méridionale se taille la part du lion dans les investissements, essentiellement dans les secteurs de la communication, des ordinateurs et autres produits d'équipement électroniques. En 2003, les flux sortants d'IDE allaient surtout (85 %) vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

slechts één handtekening zou geplaatst worden namens alle geleidingen. Hier kon de BLEU-delegatie op ingaan.

Het investeringsklimaat in de Volksrepubliek China

Daar waar de meeste buitenlandse investeerders het land aanvankelijk aanzagen als een onbeperkte afzetmarkt, zijn velen uiteindelijk China als een productiebasis voor de rest van de regio en wereld gaan gebruiken.

Op die wijze werd China de vierde grootste industriële producent na de Verenigde Staten, Japan en Duitsland. Meer dan 50 % van wereldproductie van camera's; 30 % van alle airconditioners en televisietoestellen, 25 % van alle wasmachines en bijna 20 % van alle koelkasten worden in China geproduceerd. Een belangrijke reden voor het Chinese succesverhaal is gelegen in de lage prijzen. Naarmate meer en meer van de wereldproductie in China plaatsvindt, drijft dit de wereldprijs voor verwerkte producten naar beneden. Bovendien krijgt China steeds meer greep op meer gesofisticeerde goederen als DVD's en computers.

En als gevolg van de grote verdoken werkloosheid op het platteland, beschikt het land over een vrijwel onbegrensde arbeidsreserve. De toetreding tot de WTO en omzetting van de regels terzake biedt potentiële investeerders een grotere juridische zekerheid en voorspelbaarheid en een MFN-behandeling. Negatieve punten zijn afhankelijkheid van energie, grondstoffenprijzen (cement, staal, enz.) die het loonvoordeel beginnen uit te hollen. Onlangs werden aanzienlijke olie-reserves ontdekt in Bohai (Noord-China Basin) en Tarim (Xinjiang Autonomous Region). China Ocean Shipping Company onder andere is begonnen de Chinese olietanker vloot met 38 % uit te breiden.

De investeringen

In 2004 bedroeg de inward-FDI (Foreign Direct Investments) 60,3 miljard USD, een stijging van 13 % vergeleken met 2003, met 208.056 bedrijven met buitenlands kapitaal.

Het leeuwendeel van de investeringen wordt aangetrokken door Oost en Zuidelijk China en vooral in de sectoren communicatie, computer en andere elektronische uitrustingsproducten. De outward-FDI gingen in 2003 vooral (85 %) naar Azië, Afrika en Latijns Amerika.

Un fonds d'investissement direct a été créé, le Belgium-China Direct Equity Investment Fund (BCDEIF). Le fonds a été complètement souscrit (100 millions de EUR). On espère réaliser ainsi plusieurs contrats d'investissement dans des projets de PME. En 2003, notre pays comptait 67 projets en Chine, notamment Inbev, Belovo, Umicore et Taminco. La part belge dans le montant total des IDE chinois en 2003 représentait 0,16 % (5,05 % pour l'UE des 15, 70,62 % pour l'Asie).

La législation

Afin d'améliorer le climat des investissements et d'encourager les firmes étrangères à investir en Chine, le gouvernement chinois a mis en place, depuis 1979, une politique des investissements étrangers et un système légal relativement complet avec différentes lois en matière industrielle, régionale, fiscale et financière. En juin 1995, les « Interim regulations on FDI directions » et le « Catalogue industriel pour guider l'investissement étranger » (The industrial catalogue guiding foreign investments) ont été rédigés. Ce catalogue a été révisé en 1997 et reflète une extension des investissements encouragée par l'Etat.

Depuis l'entrée en vigueur de la politique de réformes et l'ouverture au monde extérieur, la Chine a mené une politique positive pour attirer les investissements. Une politique fiscale préférentielle est ainsi pratiquée à l'égard des entreprises étrangères et, dans le même temps, les régions chinoises sont encouragées à admettre ce type d'investissements.

Les deux premières années, les entreprises étrangères sont exonérées d'impôt sur le revenu, ensuite elles bénéficient d'une réduction pour les trois années suivantes. Elles sont en outre exonérées de l'impôt sur les entreprises (« business-tax ») en cas de transferts de technologies.

Accords avec d'autres pays

La Chine a conclu pour la première fois un accord de ce type avec la Suède en 1982. A ce jour, elle a conclu un accord de ce type avec 112 pays/régions, notamment avec tous les pays de l'UE des 15 (à l'exception de l'Irlande).

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

Een Belgium-China Direct Equity Investment Fund (BCDEIF) met China werd opgericht. Het Fonds werd volledig ingetekend (100 miljoen EUR). Hierdoor wordt er gehoopt op verschillende contracten voor investeringen in KMO-projecten. In 2003 kende ons land 67 projecten in China waaronder Inbev, Belovo, Umicore en Taminco. Het Belgische aandeel in de totale Chinese FDI in 2003 was 0,16 % (5,05 % voor de EU-15, 70,62 % voor Azië).

De wetgeving

Om het investeringsklimaat te bevorderen en buitenlandse firma's aan te moedigen om te investeren in China heeft de Chinese regering sinds 1979 een relatief compleet wettelijk systeem en een buitenlands investeringsbeleid opgezet en het industrieel, regionaal, fiscaal en financieel beleid gegoten in verschillende wetten. In juni 1995 formuleerde men de « Interim regulations on FDI directions » en « The industrial catalogue guiding foreign investments ». Deze laatste werd herzien in 1997 en weerspiegelt een uitbreiding van de investeringen aangemoedigd door de Staat.

Sinds het in voege treden van het hervormingsbeleid en de opening naar de buitenwereld heeft China een positief beleid gevoerd met betrekking tot het aantrekken van investeringen. Zo hanteert men een preferentieel belastingbeleid ten opzichte van buitenlandse ondernemingen en tegelijkertijd worden Chinese regio's aangemoedigd om dergelijke investeringen te ontvangen.

Buitenlandse bedrijven zijn de eerste twee jaar vrij van inkomstenbelasting en de volgende drie jaar genieten ze een reductie. Ze zijn ook vrij van « business »-belasting bij technologietransferten.

Verdragen met andere landen

China sloot een dergelijk verdrag voor het eerst af met Zweden in 1982 en heeft tot op vandaag met een 112 landen/regio's zulk een akkoord gesloten, waaronder al de landen van de EU-15 (uitgezonderd Ierland).

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

**AVANT-PROJET D'ORDONNANCE
SOU MIS A L'AVIS
DU CONSEIL D'ETAT**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord entre l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise, d'une part,
et le Gouvernement de
la République populaire de Chine,
d'autre part, concernant l'encouragement et
la protection réciproques des investissements,
fait à Beijing le 6 juin 2005**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,
Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Beijing le 6 juin 2005, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

**VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE
ONDERWORPEN AAN
HET ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst tussen
de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,
enerzijds, en de Regering van de
Volksrepubliek China, anderzijds,
inzake de wederzijdse bevordering en
bescherming van investeringen,
ondertekend te Beijing op 6 juni 2005**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,
Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de regering van de Volksrepubliek China, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Beijing op 6 juni 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Brussel,

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, le 21 février 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance « portant assentiment à l'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Beijing le 6 juin 2005 », a donné le 9 mars 2006 l'avis (n° 39.918/1) suivant :

Le projet ne donne lieu à aucune observation.

La chambre était composée de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre,
	J. BAERT,	
	W. VAN VAERENBERGH,	conseillers d'État,
	A. SPRUYT,	assesseurs de la section de
	M. TISSON,	législation,
Madame	G. VERBERCKMOES,	greffier,

Le rapport a été présenté par M. P. DEPUYDT, premier auditeur chef de section ff.

Le Greffier,

G. VERBERCKMOES

Le Président,

M. VAN DAMME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 21 februari 2006 door de Minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie « houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de regering van de Volksrepubliek China, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Beijing op 6 juni 2005 », heeft op 9 maart 2006 het volgende advies (nr. 39.918/1) gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit

De heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter,
	J. BAERT,	
	W. VAN VAERENBERGH,	staatsraden,
	A. SPRUYT,	assessoren van de afdeling
	M. TISSON,	wetgeving,
Mevrouw	G. VERBERCKMOES,	griffier,

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. DEPUYDT, eerste auditeur-wnd. afdelingshoofd.

De Griffier,

G. VERBERCKMOES

De Voorzitter,

M. VAN DAMME

PROJET D'ORDONNANCE**portant assentiment à :**

**L'Accord entre l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise, d'une part,
et le Gouvernement de
la République populaire de Chine,
d'autre part, concernant l'encouragement et
la protection réciproques des investissements,
fait à Beijing le 6 juin 2005**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,
Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Beijing le 6 juin 2005, sortira son plein et entier effet (*).

(*) Le texte intégral de l'Accord peut être consulté au greffé du Parlement.

ONTWERP VAN ORDONNANTIE**houdende instemming met :**

**de Overeenkomst tussen
de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,
enerzijds, en de Regering van de
Volksrepubliek China, anderzijds,
inzake de wederzijdse bevordering en
bescherming van investeringen,
ondertekend te Beijing op 6 juni 2005**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,
Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de regering van de Volksrepubliek China, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Beijing op 6 juni 2005, zal volkomen gevolg hebben (*).

(*) De volledige tekst van de Overeenkomst kan op de griffie van het Parlement geraadpleegd worden.

Bruxelles, le 16 février 2006.

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Charles PICQUÉ

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

Brussel, 16 februari 2006.

De Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Charles PICQUÉ

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

